

16 février 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à TF1 le 16 février 1988, notamment sur le bilan du Conseil européen de Bruxelles.

QUESTION.- Si nous sommes aujourd'hui à l'Élysée, c'est parce que, peu avant le sommet européen de Bruxelles et compte tenu de ce qui se disait à ce moment-là, et en particulier des possibilités éventuelles d'échec, j'avais demandé au Président de la République de bien vouloir parler, à un moment ou à un autre, avec moi, de l'Europe. Le sommet s'est mieux terminé qu'on ne le pensait au départ, et c'est aujourd'hui que nous avons donc rendez-vous avec François Mitterrand à l'Élysée.

- Aujourd'hui, vous venez de l'entendre, monsieur le Président de la République - un mot simplement, on va venir à l'Europe tout de suite - c'est cette journée de mobilisation, dont vient de parler Marie-Laure `Augry` autour de ce millième jour de détention de Jean-Paul Kauffmann. Vous comprenez vous-même, d'ici, j'allais dire, cette mobilisation, cette sensibilisation de l'opinion publique à travers, en particulier, les médias ?

- LE PRÉSIDENT.- Comment ne comprendrais-je pas ? Il s'agit là d'un acte de barbarie qui frappe l'un de nos concitoyens, un homme de mérite, un vrai et un grand journaliste, un homme libre que l'on tient désormais en prison dans des conditions pratiquement insupportables. Je crois que c'est toute la nation et donc tous les Français qui vivent ce drame et qui pensent à la détresse de ceux qui l'aiment, qui souffrent de son absence, qui pensent aussi à leur courage. Alors, on voudrait être davantage auprès d'eux, pour leur dire qu'il faut tenir. Et croyez-moi, rien ne sera négligé, rien ne l'est, mais c'est vraiment dur, difficile, devant cet acte impitoyable, pour obtenir que Jean-Paul Kauffmann et nos autres français détenus en otages soient libres un jour.

QUESTION.- Dur et difficile, alors, si vous voulez on va reprendre le sujet pour lequel vous avez demandé cet entretien. Dur et difficile, se sont les deux qualificatifs possibles pour le sommet de Bruxelles ?

- LE PRÉSIDENT.- Oui. A priori, les chances de réussite étaient vraiment très minces. Chacun des pays, sans doute, s'était enfermés, - ou presque tous s'étaient enfermés - derrière ses impératifs à lui, ses obligations, ses volontés, quelquefois même des exigences peu supportables. Et si cela s'est dénoué, c'est le résultat de deux jours de travail, qui avaient été longuement préparés, d'une très bonne présidence, celle du Chancelier Kohl, et d'un rôle très actif du Président de la Commission, Jacques Delors. Tout cela avec les quelques pays qui sont européens, qui veulent réussir l'Europe. La France se situe parmi eux. Tout cela s'est conjugué.

- QUESTION.- Il y en a qui sont plus Européens que d'autres au sein de la Communauté des Douze ?

- LE PRÉSIDENT.- Sans aucun doute. D'abord, il y a ceux qui ont l'habitude de l'être, et puis ceux qui ont déjà été les fondateurs de l'Europe, de l'Europe des six, puis qui sont peu à peu passés aux neuf, aux dix, aux douze. Il y a ceux qui ont une vocation profonde. La France, c'est sa vocation, et j'ajoute que c'est le cas des pays où il existe des dirigeants favorables. C'est en tout cas mon cas, - et je ne suis pas le seul dans ce cas, et depuis longtemps -. Il y a toujours eu des Européens responsables en France. Nous sommes vraiment convaincus que l'Europe ne pourra se faire que d'elle-même. Le destin de chacun de nos pays, de chacun de nos peuples, dépend de la réussite de l'Europe. Alors il faut réussir l'Europe. Et cette conviction a finalement une valeur d'entraînement. Cela a marché.

QUESTION.- Alors, cela aurait pu ne pas marcher, parce qu'on a beaucoup dit avant, cela peut

- QUESTION.- Alors, cela aurait pu ne pas marcher, parce qu'on a beaucoup dit avant, cela peut être le sommet de la dernière chance..

- LE PRESIDENT.- Une heure avant la fin, on n'aurait pas pu parier sur la réussite.

- QUESTION.- Alors, cela aurait pu être le sommet de la dernière chance. Est-ce que c'est le sommet d'une nouvelle chance pour l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- Sans aucun doute, puisque les décisions ont été prises. L'accord a été fait, et cet accord voulait dire "l'Europe est sauvée". Elle était en péril. Je tiens à ce qu'on le sache, elle était en péril, et il fallait être capable de financer le budget de la Communauté européenne à douze jusqu'en 1992 et prévoir 1993.

- Qu'est-ce que cela veut dire 1992 ? Ces quatre et cinq années qui viennent, c'est l'ouverture sur un marché unique avec toutes les frontières intérieures qui seront abattues. Pendant ce temps-là, on va voir ici et là des offensives protectionnistes qui viendront, notamment, des Etats-Unis d'Amérique. Les concurrences vont se durcir. Il fallait absolument que l'Europe se dotât du moyen de financer sa vie intérieure et notamment, elle a financé sa politique agricole, ce qui, pour la France, était déterminant. Sa politique agricole, elle est financée. Sans doute a-t-il fallu aborder toute une série de problèmes très ardues. Sans doute y a-t-il une inquiétude qui parfois est légitime dans les milieux des agriculteurs. Mais ce qui est vrai, c'est qu'on a sauvé la politique agricole commune.

- De même, c'est le deuxième point, je n'insisterai pas, la politique de l'Europe a été intelligente en aidant les pays les plus pauvres à suivre le train des pays les plus riches. Là-dessus aussi, c'était une grande discussion et, finalement, on a contribué pour 82 %, on a augmenté ce qui était déjà fait de 82 % sur les cinq années qui viennent. C'est une réussite, c'est bien.

QUESTION.- Les agriculteurs sont nombreux à regarder cette édition de 13h, pour des raisons d'organisation de la journée. Vous ne trouvez pas que c'est assez étonnant aujourd'hui de libérer les terres, de les laisser en friche alors qu'on est dans une société qui ne demande qu'à produire, à produire plus et peut-être même à envoyer ces productions ailleurs ?

- LE PRESIDENT.- Il y a le problème de la production, mais il y a aussi le problème de la consommation et il y a celui des exportations, c'est-à-dire que la concurrence internationale, dans la vente des produits à l'extérieur, est de plus en plus rude. Il y a d'ailleurs un grand débat au sein de la Conférence internationale du commerce entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe. Une rivalité qui connaîtra des turbulences au cours des mois et des années à venir. Bon, la surproduction, ce que l'on appelle les excédents, était difficile à supporter. Il a donc fallu discipliner. C'est une discipline que nous nous sommes imposés à nous-mêmes et on l'a bien fait. Cela peut représenter des drames ou des crises pour beaucoup. Il faut les comprendre, il faut essayer de compenser de la meilleure façon, je pense, en particulier, aux hommes de montagne. Mais ce qui est vrai, c'est qu'on a sauvé la politique agricole commune et que, sans elle, la crise agricole serait terrible.

QUESTION.- Sur un autre plan, en particulier sur celui du marché de 1992 et j'allais dire de l'immense espoir que peut représenter, en tout cas pour certains, l'Europe, ce n'est peut-être pas par hasard que le drapeau européen se trouve dans cette bibliothèque de l'Élysée. On entend de plus en plus les jeunes dire, en définitive, nos dirigeants nous parlent du XXIème siècle, ils nous disent "on vous prépare l'avenir"...

- LE PRESIDENT.- On le prépare.

- QUESTION.- ... est-ce que ce week-end sera marqué d'une pierre blanche pour la préparation de l'avenir de ceux qui ont aujourd'hui entre 15 et 18 ans ?

- LE PRESIDENT.- On abuse avec les dates historiques. Tout est historique, quand on lit les journaux, quand on entend les radios, les télévisions, c'est historique. Tel n'est pas le cas habituellement, évidemment. Mais là, je peux le dire, parce qu'on a bien travaillé à Bruxelles et parce qu'on a réussi et parce qu'on a réussi l'accord, c'est une date historique, l'Europe est sauvée. Elle connaîtra encore, sans aucun doute, des moments difficiles. Mais celui-là, c'était la cassure, la cassure entre le passé et l'avenir. Si l'on n'avait pas pu financer les années qui nous séparent du marché unique européen dont j'ai parlé tout à l'heure, avec la disparition des frontières intérieures, si on n'avait pas réussi cela, c'était l'échec pour 1992, la fin de l'espoir. Or,

je considère la construction de l'Europe économique et politique comme les chances, la chance principale de l'avenir français.\

QUESTION.- Vous parlez peu à la télévision, je crois que la dernière fois que je vous ai vu, c'était il y a à peu près trois, enfin, on vous voit quand même dans...

- LE PRESIDENT.- Pas souvent.

- QUESTION.- ... on vous voit quand même dans les manifestations.

- LE PRESIDENT.- Je ne m'en plains pas.

- QUESTION.- Non, non, ce n'était pas la question.

- LE PRESIDENT.- C'est certain que l'on me voit moins que beaucoup d'autres.

- QUESTION.- Mais, on vous voit quand même dans ce type de réunion, etc. On vous a vu à côté de Jacques Chirac. Quand vous dites "on", "on a bien travaillé", vous pouvez dire aussi...

- LE PRESIDENT.- Nous avons bien travaillé.

- QUESTION.- Vous voulez dire aussi pour, j'allais dire, la relation Premier ministre - Président de la République ?

- LE PRESIDENT.- Sans aucun doute. Nous avons bien travaillé. Il n'y a pas à tirer un mérite particulier. C'était la France. Et la France - j'ai employé cette expression il y a bien longtemps - a parlé d'une seule voix et dans toutes les grandes questions. Depuis bientôt deux ans, alors qu'on imagine bien à quel point ce n'était pas commode, sur toutes les grandes questions, la France a parlé d'une seule voix, et c'était le rôle du Président de la République que de définir les grandes orientations de la France sur le terrain de la défense et sur le terrain de la politique extérieure. J'ai maintenu, et je dois dire que nous avons bien travaillé, c'est-à-dire que le mérite doit être reporté sur tous ceux qui ont pris part à cette réussite.\

QUESTION.- Bien, je ne sais pas si on vous verra encore souvent à la télévision, mais les dernières fois qu'on vous a vu, bien entendu, chacun y est allé de sa petite question, parce que quand même, au cas où vous ne le sauriez pas, on va bientôt rentrer en campagne électorale...

- LE PRESIDENT.- Je vous vois venir.

- QUESTION.- Simplement un mot, je ne vais pas vous demander, parce que je sais très bien que ce ne sera pas dans ce type d'émission que vous annoncerez votre candidature ou votre non candidature, mais on parle beaucoup de la date. Vous avez une idée, vous, de la date, pourquoi reculer l'échéance ?

- LE PRESIDENT.- J'ai de toute manière indiqué que je ne ferai pas connaître ma décision avant le mois de mars. Et je voudrais vraiment vous faire comprendre et en même temps aux Français qui veulent bien nous entendre, l'une des raisons les plus importantes. Supposez, par exemple, qu'à Bruxelles, j'aie fait connaître ma décision auparavant, soit "je serai candidat" soit "je ne le serai pas". "Je ne le serai pas" : dans une conférence internationale, je ne suis déjà plus Président, et la France n'a déjà plus de Président de la République vraiment en mesure d'assumer sa pleine responsabilité. "Je le suis" : je suis concurrent, là, du Premier ministre & quelle allure aurait-on dans une instance de cette importance ? J'ai donc absolument voulu qu'en tout -état de cause, la France fût présente sans altération. Moi, je dois - autant qu'il me sera possible, autant que l'emploi du temps, autant que le calendrier le permettra - maintenir ma fonction dans sa pleine autorité. Et c'est ce que j'ai fait. J'ai dit récemment qu'il faut bien que quelqu'un garde l'Etat & c'est mon rôle.

- QUESTION.- Bruxelles c'est fini ?

- LE PRESIDENT.- Il y aura au début du mois de mars une autre conférence à Bruxelles, très importante, avec tous les dirigeants des pays de l'Alliance atlantique qui auront à déterminer leur politique de désarmement, le désarmement et la paix. Je dois y être et là encore je dois représenter la France et la France ne doit parler que d'une voix. J'estime que tous les débats de politique intérieure passent après ces échéances.

- QUESTION.- Donc, cela c'est la prochaine réunion de début mars, il y en aura d'autres au mois de mars ?

- LE PRESIDENT.- Pour l'instant, pas à ma connaissance, s'il y en a d'autres j'agirai de la même façon.\

